

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Éducation nationale : Mouguiama-Daouda décline ses projets

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

LES programmes "Éducation nationale", "Enseignement préprimaire et primaire", "Enseignement secondaire, technique et professionnel", sont les quatre grands axes autour desquels s'articule le projet de budget 2021 défendu par le ministre de l'Éducation nationale, hier, devant la chambre des députés.

Face à la Commission des Finances de l'Assemblée nationale, Patrick Mouguiama-Daouda a souligné que la mission "Éducation nationale" dévolue à son département ministériel comprend les volets "éducation populaire", "enseignement préprimaire et primaire", "enseignement secondaire", "enseignement technique et professionnel". À côté de cela, la mission "Enseignement supérieur et Recherche scientifique" intègre les programmes "enseignement su-

Le ministre de l'Éducation a estimé que, dans l'ensemble, 44 500 000 000 FCFA seront nécessaires pour l'investissement.



Mouguiama-Daouda face aux députés.

périeur", "recherche scientifique et innovation", "vie de l'étudiant", "pilotage et soutien".

Dans le cadre des prévisions budgétaires 2021, le membre du gouvernement a indiqué que le plan de développement de l'Éducation nationale intègre le renforcement des instruments de gouvernance et du pilotage du système éducatif, l'amélioration de la qualité des enseignements et de l'accès à l'éducation, ainsi que l'amélioration du cadre de vie scolaire.

À noter que pour ce qui est du programme enseignement préprimaire et primaire, par exemple, Patrick Mouguiama-Daouda a sollicité un budget d'investissement qui s'élève à

7,110014627 milliards de F CFA. Lequel permettra de poursuivre entre autres projets, la transformation de l'établissement scolaire Cim-Gabon (200,000,000 F CFA), la réhabilitation des écoles primaires (6,910,014,627 F CFA). En ce qui concerne l'enseignement secondaire, le ministre de l'Éducation a estimé que, dans l'ensemble, 44 500 000 000 FCFA seront nécessaires pour l'investissement. Là, il s'agira de financer, entre autres, la réhabilitation de 109 lycées et collèges, la réhabilitation et l'équipement de trois internats (lycées Léon Mba, Lycée d'État, lycée Lubin Martial Ntoutoume), la construction du lycée du 2^e arrondissement de Franceville, etc.

Akanda: examen du compte administratif 2019

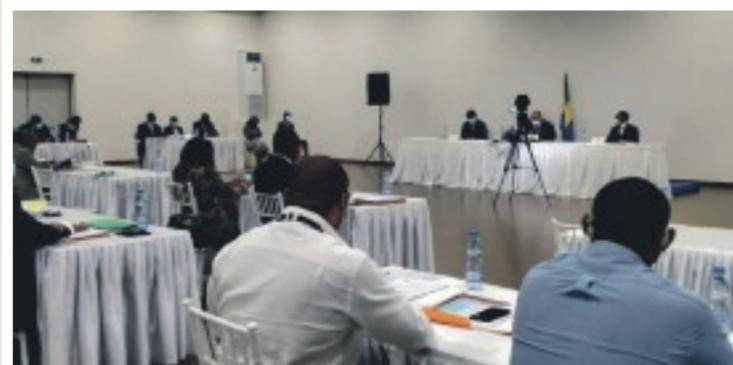
Line R ALOMO
Libreville/Gabon

EN présence du gouverneur de l'Estuaire, Marie Françoise Dikoumba, le Conseil municipal de la commune d'Akanda, située au nord de Libreville, s'est réuni, hier, dans la salle polyvalente "Les colonnades", en session extraordinaire.

Comme points inscrits à l'ordre du jour, l'examen du compte administratif des exercices 2019 et 2018 et lecture du procès-verbal de celui de 2017. Même si certains conseillers ont fait remarquer au maire qu'il ne leur incombait pas d'examiner des comptes dont la gestion n'engage pas l'équipe actuelle. Qu'une note aurait suffi pour information. Ce qui a donc été retenu dans l'ordre du jour amendé par les participants.

Première du genre pour Yvon Patrick Rombogouera en qualité de président du conseil, cette session extraordinaire a été pour l'édile l'occasion de fixer le cap: installer une nouvelle dynamique sans distinction politique aucune. C'est du moins ce qu'il a énoncé dans son propos de circonstance. Appelant les uns et les autres à faire en sorte qu'Akanda conserve son âme de ville dans le parc. Non sans indiquer qu'il attache du prix au respect des opinions exprimées lors de cette session.

Les travaux ouverts hier s'achèvent ce jour avec l'approbation ou non du compte administratif 2019. Il faut rappeler que le Conseil municipal d'Akanda a dernièrement fait parler de lui, avec une mission effectuée par la Cour des Comptes, à la demande des conseillers municipaux de l'opposition.



La session extraordinaire du Conseil municipal d'Akanda dans la salle polyvalente «Les colonnades».

Tribune des partis politiques

Le PDG et la lutte syndicale

LE Parti démocratique gabonais (PDG), désormais à l'heure de l'E-communication, n'a pas manqué de rendre publique la rencontre que son secrétaire général a récemment eue avec les responsables de plusieurs structures syndicales. Étaient présents chez Éric Dodo Bounguendza, les leaders des organisations syndicales suivantes : Cosynap, CSP, USAP, CAPPE. Toutes du secteur public. À cette occasion, il a été remis au secrétaire exécutif du parti au pouvoir les recommandations du forum de la Fonction publique, organisé à l'initiative du gouvernement il y a quelques mois. Le rapport final ayant sanctionné ces travaux a d'ailleurs été mis

à la disposition de la Première ministre, récemment.

Il faut dire que les recommandations des dites assises ont fait couler beaucoup d'encre et de salive chez les agents de l'État, notamment par le biais de leurs représentants syndicaux. Aujourd'hui encore, il y en a, parmi les fonctionnaires, ceux qui sont partagés entre espoir et suspicion. Espoir de voir ces recommandations censées, a priori, améliorer les conditions de vie et de travail des agents de l'État, être mises en œuvre par le gouvernement. Suspicion quant à la ruse qui animerait ce même gouvernement pour mettre les dites recommandations sous le coude. D'ailleurs

cette perspective est régulièrement envisagée par la presse. À tort ou à raison. Dans une telle ambiance, l'implication du PDG dans ce dossier peut apparaître comme une bonne initiative. Au regard du statut de cette formation politique, majoritaire au Parlement (Assemblée nationale et Sénat). Surtout que Éric Dodo Bounguendza a marqué sa disponibilité à accompagner les syndicats dans leur volonté d'œuvrer à la réussite de la réforme de la Fonction publique et à l'apaisement du climat social. Sur le principe, il n'y a aucun inconvénient qu'un parti politique, de surcroît au pouvoir, discute avec d'autres forces vives. Dans

le cas d'espèce, d'aucuns se demandent comment l'exécutif du PDG entend s'impliquer dans ce dossier. D'autres s'interrogent sur l'attitude qu'aurait le parti au pouvoir, si des structures syndicales, redoutées plutôt dures avec le gouvernement, les sollicitaient.

Dans tous les cas, d'aucuns prennent acte de ce que le PDG, par cette initiative, s'implique d'une manière ou d'une autre, dans la lutte syndicale. C'est sans doute une manière exagérée de voir les choses. Mais, c'est peut-être aussi cela les "2R" (régénération et revitalisation).

ONDOUBA'NTSIBAH